

Introduction

À la recherche de la gauche

La gauche française fut forte, politiquement et moralement, lorsqu'elle assuma l'histoire en train de se faire et qu'elle ne se laissa pas dominer par elle. C'est la leçon qui découle de son étude, en particulier de celle des socialistes lorsqu'ils entrèrent dans l'âge de la politique moderne au début de la III^e République et que se posa pour eux la question de la démocratie. Mais cette connaissance qui nous paraît essentielle aujourd'hui oblige à chercher ce passé de la gauche et des socialistes en dehors des récits conventionnels qu'en tracent les appareils, les dirigeants ou les congrès. Il faut regarder avant la naissance du Parti socialiste de 1905 et sur ses marges durant tout le xx^e siècle pour comprendre la force politique que représenta la gauche et mesurer son effondrement actuel. Depuis le choc du 21 avril 2002 où Lionel Jospin échoua au premier tour de l'élection présidentielle, laissant s'affronter au second le candidat de droite et celui d'extrême droite, le Parti socialiste multiplie les défaites en dépit de succès électoraux qui ne peuvent plus faire illusion. Son désarroi actuel devant la montée de la gauche anticapitaliste et antidémocratique apparaît sans issue. Et son impuissance à agir face au président de la République Nicolas Sarkozy devient un problème politique crucial qui pèse sur l'avenir du pays.

La situation actuelle de la gauche n'obère pas seulement sa capacité à survivre. La faiblesse dramatique qui est désormais la sienne affecte la France entière et toute la République. Sa responsabilité dans le recul de la démocratie est considérable. Comme l'a clairement souligné l'historien américain Tony Judt, « l'un des pires aspects de la France de Sarkozy » est le champ libre laissé à sa politique. « C'est grave : n'oublions pas que c'est l'absence d'une opposition démocratique digne de ce nom aux États-Unis qui a permis la catastrophe Bush ¹. » Un sursaut de la gauche intéresserait donc bien au-delà de ceux qui, politiquement, s'y rattachent. Il ne s'agit de rien de moins que de maintenir en France un cadre démocratique. La gauche – et en son sein les socialistes – ne manque pourtant pas d'atouts pour revenir au cœur du débat et de l'action politique. Les enseignements de son histoire le prouvent, et plus encore le lien qu'elle tissa avec l'histoire pour nourrir sa pensée.

*

La recherche des raisons de cette faillite ramène en effet à une pensée de l'histoire, que la gauche semble avoir définitivement abandonnée après l'avoir si fortement incarnée. Avant l'unité des socialistes en 1905, il y eut une période cruciale qui ne peut laisser indifférent aujourd'hui. Des enseignements politiques décisifs y sont présents. Dans ces temps pré-historiques, des socialistes ont mené, de la résistance contre le boulangisme à la défense du capitaine Dreyfus, de la bataille contre les « lois scélérates » à la séparation des Églises et de l'État, des combats majeurs, fondateurs non seulement du socialisme démocratique mais aussi de la démocratie républicaine

1. Entretien pour *Le Nouvel Observateur*, 15-21 janvier 2009.

et des valeurs françaises les plus essentielles. La naissance de la SFIO est venue après ce temps d'engagement et de liberté. Le Parti socialiste unifié ne s'est pas, ou peu, identifié aux luttes qui l'avaient précédé et qui le dépassaient. L'unité avait même pour fonction de dissoudre d'une certaine manière les défis historiques qui risquaient de diviser les socialistes comme ils les avaient séparés dans le passé. D'où la glaciation progressive des appareils. Car le refus des luttes civiles et morales excluait les débats et les reformulations qui avaient été ceux des socialistes avant 1905.

Que la SFIO après 1945 puis le Parti socialiste à partir de 1971 n'aient pas embrassé de grandes causes, susceptibles de forger des identités politiques durables, à l'exception de quelques combats emblématiques comme l'abolition de la peine de mort avec Robert Badinter, ne signifie pas que ces enjeux majeurs n'aient pas existé. Bien au contraire. Leur extension, leur aggravation résultèrent largement de la défection des socialistes et de la gauche majoritaires. Et ils firent précisément l'objet de joutes héroïques, émanant de dissidents, de minoritaires ; mais ceux-ci restèrent marginaux, rejetés même après que l'histoire leur eut donné raison, à mesure que le parti devenait autoritaire, intolérant, violent. Entre 1905 et 1914, il a été possible à un Jean Jaurès, qui du reste n'avait pas revendiqué la direction du nouveau parti, de mener encore ces combats devant l'humanité et l'histoire. Léon Blum pouvait encore, en novembre 1938, dénoncer le racisme et l'antisémitisme au nom de l'idée de progrès incarnée dans l'humanité, ou bien défendre l'œuvre de la République face aux juges du procès de Riom intenté par Vichy ².

2. In *Discours politiques*, présentés par Alain Bergounioux, Paris, Imprimerie nationale, 1997, p. 211-216 et 225-234.

À la Libération, Léon Blum revenu de déportation et André Philip de la Résistance échouèrent à prolonger cette voie démocratique au sein d'un parti dont le dogmatisme le disputait à celui du PCF. L'expérience se poursuivit au-dehors, dans ces configurations essentielles que furent le mendésisme d'abord, la deuxième gauche ensuite. Pierre Mendès France espéra changer la gauche en l'incitant à la compréhension de l'histoire et à la responsabilité de la société. Michel Rocard tenta à son tour, à partir de 1974, d'amener le Parti socialiste à se définir dans un projet authentiquement démocratique. Mais il échoua, par excès d'idéalisme et par impuissance face aux appareils. Depuis, il n'y a plus eu de dissidences comparables, capables de nourrir une réflexion éthique autant que politique. La fonction de ces dissidences fut de maintenir un possible, un progrès, un socialisme imaginaire qui donnait au socialisme une conscience démocratique. C'est ce que Blum exprima très bien dans son livre *À l'échelle humaine*, écrit à son retour des camps nazis et publié en 1945 aux éditions Gallimard. À côté de la doctrine marxiste devait se maintenir un idéal classique et humaniste qui la protégerait de l'aveuglement ou de la violence, et accompagnerait le parti vers la démocratie.

*

Ces acquis inestimables font que la connaissance critique de l'histoire est une des conditions premières pour la refondation de la gauche. Dans le passé, le passage par l'histoire lui a été essentiel pour comprendre les choix qui se présentaient à elle et les impératifs de l'action. La pensée critique de l'histoire peut porter une nouvelle conscience politique, parce que c'est avec elle que s'élaborent les fondements de la compréhension du politique. Parce que c'est là qu'une unité

de la gauche peut émerger, au-delà de ses partis ou des ses courants, puisqu'une expérience de l'unité passée émerge de l'histoire reconnue. La connaissance de l'histoire est même un acte fondateur de la gauche parce que celle-ci est définie par le principe de la connaissance et de la confrontation d'idées. Lorsque les socialistes constatèrent, à l'occasion de l'affaire Dreyfus, leurs profondes divergences politiques et tactiques, ils choisirent de les affronter en organisant une confrontation d'idées entre les leaders qui les incarnaient. Ce fut la célèbre conférence dite des « deux méthodes » réunissant Jules Guesde et Jean Jaurès à Lille le 26 novembre 1900.

La volonté de connaissance définit l'identité politique de gauche. Mais la gauche a rejeté la connaissance comme elle a repoussé les intellectuels. Encore une fois, l'exemple des socialistes est probant jusqu'à la caricature. La perspective de connaissance et de pensée du Parti socialiste est ainsi réduite à une rhétorique qui ne masque même plus ses insuffisances, comme l'a révélé le « Texte d'orientations politiques 2008-2011 » de la nouvelle direction sortie du scrutin interne du mois de novembre 2008. Les « valeurs de toujours » sont invoquées mais jamais définies ou nommées précisément, alors que la renaissance de la gauche dépend justement de sa capacité à leur redonner du sens³. Le Parti socialiste court le risque, une fois de plus, de se payer de mots. S'il veut vraiment devenir une grande force d'opposition propre à réveiller le sens de la politique dans notre pays, un travail critique substantiel attend ceux qui en ont pris la direction. Ou ceux qui

3. Voir la note à l'adresse suivante : <<http://blogs.lexpress.fr/a-l-elysee/2008/12/voici-enfin-le-texte-dorientat.php>> ; et notre critique, « PS. Lecture d'un texte d'orientations politiques », 7 décembre 2008, Mediapart, <<http://www.mediapart.fr/club/blog/vincent-duclert/071208/ps-lecture-d-un-texte-d-orientations-politiques>>.

veulent simplement s'attacher à l'essentiel, c'est-à-dire, pour commencer, à la liberté d'expression et à la volonté de penser sans carcan.

*

Cette place sacrifiée de la connaissance dans le Parti socialiste a pour corollaire le statut marginal des intellectuels. La gauche majoritaire et le Parti socialiste en particulier leur ont même résolument tourné le dos depuis les années 1950. En agissant de la sorte, les socialistes ont nié une bonne part de leur histoire, cette histoire par ailleurs régulièrement célébrée comme une mythologie sans qu'aucun enseignement constructif en soit conservé, malgré certaines volontés d'en témoigner⁴. Des intellectuels agissent certes pour le compte des socialistes ou de la gauche. Mais, afin d'exister, ils sont contraints de minimiser leur identité et d'endosser les habits de la bureaucratie, ou bien d'accepter d'être les faire-valoir d'un parti qui en vérité ne les reconnaît pas. Le Secrétariat national compte dans ses rangs l'un des meilleurs historiens du socialisme en la personne d'Alain Bergounioux⁵. Christophe Prochasson, autre spécialiste de l'histoire politique de la gauche, participe aux initiatives du club L'Argument public. Gilles Candar, qui

4. On peut mentionner la tentative, en avril 2008, du secrétaire national aux études Alain Bergounioux d'établir une « déclaration de principes » du Parti socialiste, la cinquième seulement en un siècle, dont le préambule se réfère aux racines historiques du socialisme. Ce texte qui ambitionne de définir intellectuellement le Parti socialiste est resté confidentiel et n'est jamais mis en avant par ses dirigeants. On peut renvoyer aussi à la récente création, par le député PS Christian Paul, d'une « boîte à idées », sous la forme d'un « laboratoire » réunissant experts, citoyens et politiques. Mais le destin de telles initiatives demeure fragile dans un parti qui, de l'avis de Christian Paul, « s'est éteint » (*Le Point*, 19 février 2009).

5. Cf. *L'Ambition et le Remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, 2005 (avec Gérard Grunberg).

préside les Études jaurésiennes, milite à Gauche Autrement. Ils sont appelés parfois à titre d'experts. Mais leur compétence d'historiens est ignorée dès que sont débattues les questions politiques. Elles sont résolues sans eux, sans le savoir critique dont ils sont porteurs.

L'histoire et le savoir sont inaudibles pour les dirigeants du parti et les courants qui le composent. Arnaud Montebourg, Vincent Peillon ou Aurélie Filippetti, engagés depuis près d'une décennie dans la rénovation du PS ou des Verts, ont renoncé à faire valoir la compétence intellectuelle. Le premier, avocat de profession, avait compris que celle-ci pouvait représenter une perspective de changement. Il y a renoncé depuis, préférant les jeux d'appareil au débat d'idées. Le deuxième, Vincent Peillon, continue pour sa part d'œuvrer pour la redécouverte des grands textes du socialisme ⁶, ou encore d'interroger le rapport des socialistes avec l'histoire au XIX^e siècle ⁷. Mais il se montre aussi, pour le compte de Ségolène Royal, un parfait manœuvrier des courants et des réseaux. La troisième, ancienne porte-parole des Verts arrivée en 2006 au Parti socialiste, auteur d'un essai littéraire et ambitieux sur *Les Derniers Jours de la classe ouvrière* ⁸, et membre fondatrice (avec Arnaud Montebourg) de la Convention pour la sixième République, n'a pas davantage tenu les promesses de rénovation politique qu'on pouvait légitimement attendre d'elle.

Le sacrifice de leurs idéaux intellectuels imposé à ces jeunes dirigeants traduit l'état de glaciation d'une formation majoritaire de la gauche. Dans une réflexion « d'après-scrutin » en

6. Il dirige la collection « Bibliothèque républicaine » aux éditions le Bord de l'eau.

7. Vincent Peillon, *La Révolution française n'est pas terminée*, Paris, Seuil, 2008.

8. Paris, Stock, 2003 ; rééd. Hachette, « Le Livre de Poche », 2005.

2007, alors que les socialistes venaient de perdre coup sur coup l'élection présidentielle et les élections législatives, Gilles Candar dressait en historien un bilan sévère mais juste de la désaffection du parti pour tout ce qui ne relevait pas de l'appareil et du pouvoir : « Quel intérêt manifestent les socialistes (parti, dirigeants, militants...) pour les analyses de Jaurès ou de Blum, ou même d'auteurs plus récents⁹ ? »

Christophe Prochasson a étudié lui aussi le « désamour » du parti pour les intellectuels commencé aux lendemains de la Libération. « Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le Parti socialiste entretenait avec le monde des intellectuels des relations, certes heurtées, mais finalement confiantes. Ses principaux dirigeants, qu'ils en fissent ou non l'aveu, étaient d'ailleurs des intellectuels ou en avaient la trempe. » Ceux-ci revendiquaient fréquemment cette identité ou du moins ne la rejetaient pas comme de nos jours. Christophe Prochasson souligne à juste raison que les intellectuels d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier et qu'il convient d'imaginer les termes nouveaux d'une rencontre plus qu'indispensable. « Redonner leurs droits aux idées, et non se noyer dans les "valeurs", reprendre confiance dans la volonté née de l'analyse du réel et de convictions enracinées dans une culture et une morale, c'est redonner à la politique un espace qu'elle semblait avoir perdu¹⁰. »

*

Le déclin politique de la gauche, aujourd'hui en pleine accélération, repose principalement sur ce fait essentiel : une

9. Gilles Candar, « Un jeu de patience », *Recherche socialiste*, n° 39-40, juin-septembre 2007, p. 80.

10. Christophe Prochasson, « Les intellectuels et le Parti socialiste : vieux schémas, nouvelle donne », *ibid.*, p. 113 et 119-120.

coupure avec l'histoire qui produit une véritable rupture avec la politique. L'actualité récente, qui a vu la généralisation de la pratique « des histoires que l'on raconte », ou « *storytelling* »¹¹, en lieu et place d'une pensée historique constituée, aggrave ce processus de faillite. La candidature à l'élection présidentielle portée par Ségolène Royal a été rendue possible par une situation où la gauche était dépourvue d'ancrage historique, de la même manière que Nicolas Sarkozy a pu réussir sa conquête de la droite parce qu'elle avait été vidée de tout système de référence idéologique après vingt ans de système chiraquien. La tentative de la candidate socialiste de renouveler le lien politique en s'adressant directement à la société (« démocratie participative ») et en récusant les états-majors aurait pu représenter un progrès pour la gauche. En raison de l'absence de réflexion historique et de la méconnaissance absolue de ce qu'a été cette conception civique du lien politique, les efforts de Ségolène Royal se sont brisés sur la légèreté de sa démarche.

La gauche ne peut faire l'économie de revenir à son histoire et de penser l'histoire. C'est même dans cette réflexion qu'elle trouvera la force de progresser et d'exister comme un avenir en France. Les historiens peuvent l'y aider en lui fournissant une matière à penser. Les chapitres qui suivent présentent des moments passés où des socialistes ont choisi de prendre l'histoire à bras-le-corps et d'en faire la mesure d'une politique résolument démocratique et sociale. Leur connaissance aujourd'hui constitue une base essentielle de la reconstruction de la gauche. Ces fragments d'une histoire politique oubliée livrent des exemples de combats que la gauche a su

11. Christian Salmon, *Storytelling*, Paris, La Découverte, 2007 ; rééd. « La Découverte poche », 2008.

mener grâce à la volonté lucide de militants et de dirigeants acceptant le prix de la dissidence. Ils constituent en cela un socle pour repenser le projet socialiste en l'inscrivant dans l'héritage le plus complet des luttes sociales, intellectuelles et politiques.

L'histoire de la gauche telle que ces fragments perdus la construisent transmet aussi, au-delà de simples *exempla*, une leçon très présente. C'est en effet l'interrogation la plus critique sur le monde qui est seule capable d'élaborer une véritable pensée politique. Et cette critique va bien sûr jusqu'à la gauche et aux socialistes eux-mêmes. On le vérifiera constamment dans ce livre. L'effort pour comprendre l'histoire en train de se faire s'accompagna toujours d'une critique de l'action politique qui aboutit à des reformulations décisives et qui inscrit pleinement la gauche dans son temps et dans le monde. Ce corpus de réflexions pratiques donne des raisons aux socialistes de ne pas désespérer de l'avenir. Mais l'enjeu capital est bien entendu de s'en saisir.

Les socialistes français doivent en effet renoncer à leur conception mythologique de la politique pour adopter cette conception critique qui vient de la compréhension de l'histoire. En d'autres termes, ils doivent être *intellectuels*, et ne pas se contenter d'en appeler à des intellectuels qu'ils écartent sitôt qu'ils les ont entendus. Si la gauche socialiste a su trouver dans le passé des savants prêts à combattre pour ses idées, de Lucien Herr à Marcel Mauss, de Germaine Tillion à Emmanuel Terray, d'Ernest Labrousse à Madeleine Rebérioux, de Paul Ricœur à Pierre Encrevé, c'est qu'elle s'était construite elle aussi, en certains moments de son histoire, sur une volonté critique, sur une exigence de raison et sur une conscience de l'humanité. Aujourd'hui, cette démarche intellectuelle qui avait caractérisé les engagements politiques d'Allemane, de Jaurès, de Blum,

de Mendès France ou d'André Philip a disparu. L'idée même d'une telle démarche est inexistante.

*

Plus que jamais, le présent de la gauche doit être confronté à la critique de l'histoire. Pour que cette critique historique devienne une idée neuve de la gauche et une conscience politique, il convient particulièrement de l'inscrire dans une histoire politique digne de ce nom, c'est-à-dire à même de penser l'expérience politique. Pour cela, il importe de ne pas limiter l'enquête aux seuls partis, élections et gouvernements et d'envisager la politique comme une vision du monde et un lien social. Il est troublant de remarquer que la rupture de la gauche avec l'histoire et son entrée dans l'âge dogmatique se sont réalisées au moment où l'histoire politique se développait comme une discipline fermée, incapable d'une mise en question d'elle-même, hostile aux sciences sociales comme au social qui permettaient justement de comprendre les expériences, les pratiques et les engagements. Ses perspectives et ses objets étaient des plus conventionnels et des moins intellectuels, au point que Jacques Julliard en dressait, en 1974, un bilan sévère : « Nous en avons assez d'une histoire politique qui avait réponse à tout parce qu'elle ne faisait question à rien ni à personne ¹². » Ce jugement sans concession sur l'histoire politique en France éclairait la situation de la politique elle-même à cette époque.

L'absence d'une conception critique de la politique chez les historiens chargés précisément de l'étudier renforce son

12. Jacques Julliard, « La politique », in Jacques Le Goff et Pierre Nora (dir.), *Faire de l'histoire*, t. II, *Nouvelles approches*, Paris, Gallimard, « Folio histoire », 1974, p. 315.

caractère mythologique, ses pratiques rituelles, ses discours mécaniques. On constate à l'inverse un lien dynamique entre des renouvellements historiographiques puissants et l'ambition d'un projet politique ancré dans la critique de l'histoire. L'un des acteurs de la tentative de démocratisation interne du Parti communiste fut par exemple l'historien Jean-Pierre Vernant, dont l'œuvre historique s'avérait par ailleurs capitale pour penser la démocratie grecque et les formes contemporaines de l'engagement démocratique, de la Résistance au combat contre l'antisémitisme dans les années 1980¹³.

Le lien entre l'histoire politique et la critique politique éclaira aussi le parcours de l'historienne Madeleine Rebérioux. En 1956, elle décida d'étudier le rôle de Jean Jaurès dans l'affaire Dreyfus, manière pour elle de refuser la fatalité de la déchéance du socialisme dans la guerre d'Algérie. Comme Jaurès avait su percevoir, en mobilisant toute sa conscience et sa lucidité d'intellectuel, le défi posé par l'Affaire au socialisme et la nécessité d'en faire une étape vers la démocratie, Madeleine Rebérioux s'impliqua à comprendre les raisons proprement socialistes de lutter contre la guerre d'Algérie¹⁴. Histoire politique *versus* critique politique : ce fut aussi le cœur de la rencontre entre l'historien de l'Antiquité romaine Claude Nicolet et Pierre Mendès France, au moment où celui-ci et d'autres tentaient de réformer en profondeur le vieux Parti radical. Et seule une connaissance approfondie de la France politique permettait d'appréhender la vérité des projets mendésiens :

13. Cf. *Entre mythe et politique*, Paris, Seuil, «La librairie du xx^e siècle», 1996, et *La Traversée des frontières (Entre mythe et politique II)*, Paris, Seuil, «La librairie du XXI^e siècle», 2004. Rééd. in *Œuvres*, Paris, Seuil, 2007.

14. Cf. Madeleine Rebérioux, *Vive la République ! Histoire, droits et combats de 1789 à la guerre d'Algérie*, Paris, Démopolis, 2009.

Ils étaient en réalité – mais il faut du recul pour le percevoir – dans le droit-fil d’une tradition républicaine française qui allie positivisme scientifique, jacobinisme d’État et solidarité juridique à une philosophie des droits de l’homme et du citoyen. Tradition persévérante, dont les équilibres sont exigeants, et qui, souvent, s’oublie elle-même et dérive ¹⁵.

La méfiance pour les grandes idéologies explicatives du monde appartenait à l’historien comme au politique. Ces discours théoriques enfermaient la connaissance autant qu’elles limitaient l’action. L’effort pour s’en arracher, ou du moins pour refuser l’exclusive des grands systèmes, caractérisa l’attitude des socialistes français comme Jaurès, ainsi que l’expliqua le philosophe et historien libéral Élie Halévy dans son ouvrage sur le socialisme européen : « Si Jaurès a pu ainsi constituer et maintenir la cohérence du Parti socialiste pendant toute cette période [1905-1914], c’est qu’il unissait en lui-même des tendances contradictoires : auteur d’une *Histoire socialiste de la Révolution française*, où il essayait d’interpréter celle-ci à la lumière du matérialisme historique, il était en même temps un philosophe idéaliste ; affirmant le dogme de la lutte des classes, il restait pourtant attaché à la vieille tradition républicaine ; il prétendait unir le socialisme à la tradition révolutionnaire de la bourgeoisie par une République ouverte aux réformes sociales ¹⁶. »

*

La figure de Jean Jaurès traverse à plusieurs reprises ces pages d’introduction comme elle parcourt les chapitres qui

15. Claude Nicolet, « Un parti pris radical » [1992], in *Histoire, nation, République*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 76-77.

16. Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen* [1948], Paris, Gallimard, « Tel », 2006, p. 263-264.

suivent. Le choix du leader socialiste de reconnaître l'histoire plutôt que de subir les idéologies expliqua sa contribution essentielle à la démocratisation du socialisme et à la démocratie dans son ensemble. Le souci de la liberté fut constant. Jaurès en fit la définition du socialisme, et au-delà de toute la gauche qu'il rêvait d'unir sur cette valeur, à l'image de l'itinéraire de son ami Francis de Pressensé : « ce grand libéral vint au socialisme, qui lui apparaissait comme la garantie unique de la liberté¹⁷ ». La définition de la politique telle que la proposa Max Weber au terme de sa leçon du 23 janvier 1919 sur « la profession et la vocation de politique » s'applique particulièrement à ces ouvriers patients et obstinés du socialisme français qui n'ont, en définitive, rien cédé de l'exigence de demeurer dans l'histoire et dans la République pour construire la démocratie présente.

La politique consiste à creuser avec force et lenteur des planches dures, elle exige à la fois la passion et le coup d'œil. Il est tout à fait exact, et toute l'expérience historique le confirme, que l'on n'aurait jamais atteint le possible si l'on n'avait toujours et sans cesse dans le monde visé l'impossible. [...] Seul celui qui est certain de ne pas s'effondrer si le monde, considéré de son point de vue, est trop stupide ou trop vulgaire pour ce qu'il veut lui offrir, celui qui est capable de dire, face à tout cela : « quand même ! », seul un tel homme a la « vocation » de la politique¹⁸.

Dans les remises en cause brutales de bien des fondements de la gauche française, il n'est demeuré que peu de certitudes.

17. In *Bulletin de la Ligue des droits de l'homme*, 1^{er} février 1914, p. 172.

18. Max Weber, *Le Savant et le Politique*, préfacé, trad. de l'allemand et annoté par Catherine Colliot-Thélène, Paris, La Découverte, « La Découverte poche », 2003, p. 206.

Mais il y en une qui continue de définir, envers et contre tout, l'idée que les socialistes doivent se faire de la politique et que Pierre Encrevé énonça au cours d'un colloque sur « la gauche et l'identité nationale » : la certitude de refuser « la capitulation intellectuelle et idéologique »¹⁹. La droite s'est engouffrée dans la voie ouverte par Nicolas Sarkozy et ses conseillers, l'ancien commissaire au plan Henri Guaino et l'ancien socialiste Max Gallo, à l'origine de la thèse de « l'identité nationale ». La gauche ne l'a guère combattue mais du moins l'a-t-elle tenue à distance, pressentant confusément que ce faux concept était incapable de définir son histoire ou celle de la France à laquelle elle s'identifiait largement²⁰. La certitude de refuser la capitulation intellectuelle a résisté. La volonté de penser a surnagé. Il est temps pour elle d'aller plus loin et d'ancrer sa pensée de la politique dans l'histoire, surtout si l'histoire politique lui apporte des outils critiques substantiels. Pour notre part, nous avons choisi, dans les chapitres qui suivent, d'approfondir des moments, des expériences et des combats où la gauche française inventa son histoire plutôt que de la subir, contribuant en cela à écrire des pages décisives de l'histoire contemporaine.

Cette connaissance permettra aux socialistes d'aujourd'hui de dépasser, nous l'espérons, les oppositions de doctrines ou les conflits de personnes en les historicisant, c'est-à-dire en montrant tout ce qu'ils doivent à des héritages historiques non assumés et l'impasse vers laquelle ils conduisent. Le « glissement nationaliste » qui se marqua particulièrement durant la campagne pour la ratification de la Constitution européenne

19. Pierre Encrevé, « L'identité nationale, un concept pertinent ? », *La Nouvelle Revue française*, n° 587, octobre 2008, p. 124-125.

20. Cf. Vincent Duclert, *La France, une identité démocratique. Les textes fondateurs*, Paris, Seuil, 2008.

en 2005 fut ainsi légitimé, comme le releva l'historien britannique Sudhir Hazareesingh, « par une vigoureuse dénonciation du “libéralisme”, grand mythe négatif de la gauche en France et symbole éternel de tous les péchés économiques et sociaux du “modèle anglo-saxon”. Il est urgent que les socialistes (re)trouvent un discours et une pratique cohérente sur ces questions car – est-il besoin de le rappeler ? – la première vague de mondialisation, qui avait nourri tant d'espoirs, sombra finalement dans le cataclysme de la Grande Guerre ²¹ ».

Il est urgent que les socialistes retrouvent la maîtrise de leur destin, qui passe par la compréhension de leur histoire. Il est possible que celle-ci leur réserve même des surprises. Car ce livre traduit la contribution majeure d'hommes et de femmes de gauche au progrès des libertés politiques et de la justice sociale. Leur contribution en d'autres termes à ce qui ressemble singulièrement aux luttes de libéraux américains contre l'ultra-conservatisme des républicains. Dans son livre *La Conscience d'un libéral*, l'intellectuel américain Paul Krugman, prix Nobel d'économie en 2008, expliquait : « Je crois à une société relativement égalitaire, soutenue par des institutions qui limitent l'extrême richesse et l'extrême pauvreté. Je crois à la démocratie, aux libertés civiles et à l'État de droit. C'est ce qui fait de moi un libéral, et j'en suis fier ²². »

*

La force et la clarté d'une telle déclaration sont actuellement inimaginables dans la gauche française, et particulièrement chez

21. Sudhir Hazareesingh, « À la recherche de l'identité socialiste, hier et aujourd'hui », *Cahiers Jaurès*, n° 187-188, janvier-juin 2008, p. 134.

22. Paul Krugman, *L'Amérique que nous voulons*, trad. de l'anglais (États-Unis) par Paul Chemla, Paris, Flammarion, 2008, p. 323.

les socialistes incapables de définir ce qui fait leur socialisme. Ce qui autorise Paul Krugman à écrire avec une conviction si affichée et à affirmer sa fierté d'être un libéral vient très précisément de la critique historique qu'il mène sur l'ultra-conservatisme américain et les accomplissements démocratiques du New Deal de Franklin D. Roosevelt. Ce travail est à la portée des socialistes français. En se donnant l'histoire comme horizon critique de la politique, la gauche française peut devenir à la fois une force de démocratie et une alternative au conservatisme. Elle peut renouer avec des engagements du passé, à la valeur présente, qui dessinent un savoir, une fierté. Elle peut retourner vers des corpus oubliés, à la langue juste, qui expriment la fierté d'avoir combattu pour une œuvre de justice, d'humanité et d'honneur.

Ces questions générales sur la gauche et l'histoire méritent d'autant plus d'être posées que la dégradation politique de la gauche s'accompagne d'une incapacité intellectuelle à analyser cet échec présent, ou même à se le figurer. De telles interrogations sont rejetées par ses dirigeants, elles n'ont pas droit de cité dans les congrès et les motions. Et pourtant elles hantent la conscience des militants et des électeurs. Jamais la coupure n'a été aussi forte entre le Parti socialiste et ceux et celles qui en constituent la réalité vivante ; sauf à la fin des années 1950, lorsque la vieille SFIO, discréditée par la politique gouvernementale de Guy Mollet, notamment dans la guerre d'Algérie (le « national-molletisme »), vivait ses dernières années avant sa disparition pure et simple. Ces questions méritent aussi d'autant plus d'être posées que la gauche dispose de ressources politiques considérables, qui seraient à même de l'ancrer dans les combats présents et les défis victorieux, y compris électoralement. Les électeurs votent plus volontiers pour une formation et des leaders s'ils en sont fiers.

Mais on en est loin. Cette impuissance n'est pourtant pas une fatalité. Les conditions pour reconnaître ces ressources politiques considérables sont doubles, et elles viennent d'être esquissées dans ce qui précède.

Il s'agit d'abord de considérer que le Parti socialiste, qui rassemble aujourd'hui une bonne partie des forces démocratiques de gauche, n'épuise pas, justement, ces dernières. La gauche ne se réduit pas à des structures, des cadres, des dirigeants. Elle s'exprime aussi dans des actes individuels, des actions collectives, des identités sociales. La gauche est faite d'idées, d'expériences, de mémoire. Elle est faite de militants, d'intellectuels, d'indépendants. Le 22 janvier 1998, dans un éditorial du *Nouvel Observateur*, Jacques Julliard relevait cette vérité lors d'un retour sur une vive polémique ouverte à propos du passé dreyfusard de la France : « On a eu raison de rappeler que les radicaux et les socialistes ne furent pas d'ardents dreyfusards, et que le plus souvent ils ont voté avec la droite qui, elle, était résolument antidreyfusarde. Mais depuis quand la gauche se réduit-elle à ses partis et à ses hommes politiques ? Car enfin, où se recrutaient les dreyfusards sinon parmi les intellectuels de gauche ? [...] Alors, de grâce, que l'on ne nous raconte pas d'histoires et, surtout, que l'on ne nous la refasse pas, l'histoire ! »

Et, de la même manière que le Parti socialiste n'épuise pas les socialistes, la gauche française ne se réduit pas non plus aux seuls socialistes. La connaissance de son histoire ouvre la voie à une critique politique qui peut relancer toute la dynamique unitaire. L'histoire passée enseigne précisément cette vérité politique. Et toute réflexion sur l'histoire est, aujourd'hui, un réinvestissement dans la pratique et la politique. Cet ouvrage se veut donc à la fois une restitution du passé oublié du socialisme démocratique, et la démonstration que la critique de

l'histoire peut redonner un sens à la politique à gauche. Et même au-delà. Car l'histoire du socialisme démocratique traitée dans ces pages appartient à l'histoire nationale. Les combats de la gauche furent ceux de la République confrontée à la question démocratique et sociale. Toute réflexion sur l'histoire est le début de la conscience politique. C'est-à-dire sa reconquête à gauche, à l'heure présente.